

(3)
OBSERVATIONS

D'UN

HOMME IMPARTIAL

SUR LA

Isaac Pinto
LETTRE DE M^R. *****

A

M^R. S. B.

**DOCTEUR EN MEDECINE A KING-
STON DANS LA JAMAICA,
QUE, ETC.**

*Iustum est bellum quibus necessarium,
Et pia arma quibus nulla, nisi in armis,
Reliquitur spes.*

L O N D R E S.

1 7 7 6.

OBSERVATIONS

Rec^d May 1, 1845

Bought with the Beacon of the
in Prescote of North

SUR LA

***** LETTRE DE M.

A

M. S. B.

DOCTEUR EN MÉDECINE A KING
STON DANS LA JARNA
QUE, ETC.

Reçu de la somme de
pour la somme de
pour la somme de

L O N D R E S

1 7 6



OBSERVATIONS

D'UN

HOMME IMPARTIAL,

SUR LA

LÉTTRE DE M^R. *****

A

M^R. S. B.

DOCTEUR EN MÉDECINE A' K NGSTON,

DANS LA JAMAÏQUE, ETC.



La lettre de Mr. ***** à Mr. S. B. m'a paru susceptible de quelques observations intéressantes. Je ne doute pas qu'elle n'ait paru telle-à-bien d'autres personnes plus en état que moi de les faire valoir. Quoiqu'il en soit je vais commu-

A

iii

niquer les mienes , avec tout le desintereffement & la bonne foi d'un homme , qui n'a d'autre interêt en cause , que celui que les ames honnêtes & vertueuses prennent dans la querelle de la grande Bretagne , avec les Colonies Americaines. Querelle malheureuse ! Querelle ! dont l'issue semble annoncer la ruine d'un peuple puissant , heureux , riche , libre ; d'un peuple en un mot , qui paroissoit fait pour exiter l'envie & piquer l'émulation de tous les autres peuples de l'Europe.

L'Auteur de la lettre paroît effrayé de la tâche que son ami de Kingston lui impose , & comme s'il se défioit de ses forces , il lui envoie une brochure , dans la quelle les Droits de la grande Bretagne sur les Colonies , sont énoncés , détaillés & supposés prouvés. C'est à cette pièce qu'il le renvoie pour sçavoir ce qu'il doit penser sur cette importante affaire.

Je pense que l'Auteur de la lettre eût mieux fait de s'en tenir là. Son Garand alors eût été obligé de repondre aux argumens que le Docteur S. B. pourroit faire contre un Systeme que peu de personnes adopteront sans difficulté.

Mr. ***** a cru mieux faire en resumant
dans

dans sa lettre une partie des argumens de l'Auteur de la brochure qu'il envoie à son ami. Sa réponse n'est effectivement qu'un abrégé analytique du petit livre intitulé; *Les Droits de la grande Bretagne contre les Colonies*. On seroit même tenté de croire que la lettre de Mr. ***** & le petit livre en question sont du même Auteur. Que cela soit, ou non, il n'en est pas moins vrai qu'en publiant sa lettre, à la sollicitation de quelques âmes vertueuses (1). Mr. ***** s'est mis dans la nécessité de justifier les assertions; d'un livre dont il adopte toutes les maximes sans exception: *Magnam rem suscepisti*; pourroit-on lui dire, avec autant de raison, qu'il dit lui-même à son ami; *Magnam rem postulasti* (2). Si j'osois me flatter d'une réponse; c'est en vue de m'instruire, dirois-je à l'Auteur de la lettre, que je vous propose quelques doutes sur la bonté de la cause du Parlement Britannique. Il se peut; continuerois-je, que je suis frappé d'aveuglement; mais je vous assure, en honneur, que je ne suis maîtrisé ni par la jalousie; ni par l'envie, ni par la haine nationale. Aucune passion honteuse ne m'indispose contre le tribunal suprême de la législation Angloi-

(1) Lettre de Mr. ***** P. S. p. 26.

(2) Ibid. p. 3.

gloise. Que ne me paroît-il aujourd'hui, ce qu'il devroit être dans tous les tems ! Ferme, incorruptible, entièrement devoüé aux intérêts de la Nation. Si je pouvois me déguiser, que la plus belle, la plus solide, la plus juste, la mieux combinée de toutes les Constitutions nationales devient impuissante, inutile, pernicieuse même entre ses mains, outre le respect du en général à toutes les Puissances de la terre, personne ne seroit plus disposé que moi, à payer au Parlement d'Angleterre un tribut particulier d'admiration & d'estime

Mais venons au fait.

„ Je ne vous dis rien du Droit incontestable
 „ que les Anglois ont de taxer leurs sujets des
 „ Colonies” (1).

Je remarque premièrement que l'Auteur ne donne aux Américains d'autre titre, que celui de *sujets des Anglois*. Il me paroît qu'en cela, il s'écarte tout-à-fait de l'opinion commune. Ce qui me paroît être un grand préjugé contre lui. Jusqu'à présent on a appelé, partout, les Américains, les *Co-sujets* des Anglois Européens. C'est.

(1) Lettre de Mr. ***** p. 4.

C'est-à-dire, que ces deux peuples enfans d'une seule & même patrie, sont frères, qu'ils n'ont l'un sur l'autre aucune autorité, ni aucune force coactive, & que s'ils sont sujets du Roi de la grande Bretagne, ils le sont l'un & l'autre dans le même sens. Le titre de *sujets des Anglois* ne convient nullement aux Américains. Encore un coup, s'ils sont *sujets* ce n'est certainement pas de leurs frères Européens: ils ne le sont pas même du Parlement Britannique; puisque tous les membres de celui-ci, entant que particuliers, sont *sujets* comme eux du Roi d'Angleterre; & que considérés comme le tribunal de la Nation, ils ne sont que les délégués, & les représentans de tout le peuple Anglois.

Je ne crois pas cependant que l'Auteur de la lettre ait, par pure inadvertence, appelé les Américains *sujets des Anglois*; il faut qu'il leur donne cette fausse qualification, pour établir sans peine, l'incontestabilité du Droit qu'ont les Anglois de taxer les Américains. Car il est évident que si ces derniers ne sont que simplement les *sujets* des premiers, ils doivent, sans résistance, se soumettre au fardeau que leur Souverain, voudroit leur imposer. Leur refus opiniâtre seroit une véritable rébellion. Je suppose que le Souverain ne se conduiroit pas en Tyran. Je doute que le Parlement d'Angleterre ait encore osé appeler les Américains, ses

sujets. Dans tous les écrits qui ont paru jusqu'à présent, les deux peuples se sont traités, de frères, de Co-*sujets.* Le Roi seul a le Droit de dire, *mes sujets Americains*, comme il a celui de dire, *mes sujets Anglois.* Il m'a paru nécessaire d'insister sur cette méprise, ou pour mieux dire, sur la fausse qualification donnée aux peuples de Colonies Angloises.

La qualification de *Droit incontestable*, me paroît tout aussi fausse, tout aussi injuste, & tout aussi hasardée. Les personnes les plus desintéressées trouvent ce Droit au moins douteux; un très grand nombre le trouvent illusoire; tout le monde s'accorde à dire qu'il n'est pas encore bien prouvé; cela suffit je pense, pour que ce Droit ne puisse être appelé incontestable. Le suffrage de toutes les Nations qui ont quelque connoissance de cette cause, trop fameuse, doit contre-balancer celui du Parlement Britannique, évidemment vendu au Ministère; & le cri du peu des partisans des Ministres Anglois ne sauroit rendre *incontestable* un *Droit*, qui ne paroît pas tel à la majeure partie des personnes desintéressées.

L'Auteur de la lettre & celui de la brochure intitulée *les Droits de la grande Bretagne contre les Colonies &c.* sont les seuls, je pense, qui ne paroissant pas avoir aucun intérêt particulier dans
cet-

cette grande affaire, osent dire que ce Droit est *incontestable*.

Malgrai cette assertion si précise, l'Auteur de la brochure a cru devoir entrer dans des discussions à ce sujet. Malheureusement pour la cause qu'il plaide, ses principes, n'ont pas paru assez solides, ses conséquences assez-bien deduites pour dissiper les nuâges épais qui obscurcissent la vérité & la réalité de ce Droit de taxation ; ses démonstrations n'empêchent pas que le Droit ne paroisse encore très *contestable*.

l'Auteur de la lettre un peu plus conséquent, le suppose démontré ; c'est pour cette raison qu'il n'en *veut rien dire* à son ami de Kingston. C'est l'Auteur voit sans doute les objets sous un point de vue qui lui est particulier. Je ne suppose pas qu'il ait voulu éluder la question. Je lui rends la justice de croire qu'il a mal vu. Personne n'est à l'abri d'une méprise ; celle-ci à la vérité est frappante : on ne conçoit pas comment quelqu'un qui veut se servir de sa raison, peut reconnoître l'incontestabilité d'un Droit qui a déjà occasionné tant de disputes littéraires & tant de débats dans le Parlement d'Angleterre. Ce seroit à la vérité peu de chose, si ce Droit contesté n'eût armé les Anglois contre les Anglois, s'il n'eût déjà fait verser bien du sang en Ame-

rique, s'il n'eût allumé le feu de la guerre civile dans l'Empire de la grande Bretagne, & si pour tout dire en un mot, il n'eût mis l'Angleterre & ses Colonies à deux doigts de leur perte; au moins peut-on dire, que la ruine des Anglois Européens & des Anglois Colons paroît assurée des aujourd'hui. Voilà des faits bien plus incontestables que le Droit de taxation: il ne faut qu'avoir des yeux pour se convaincre de leur réalité. Une *ame bonête & vertueuse* plaint sincèrement la Nation Angloise; elle deplore le triste sort que cette Nation se prepare; & la douleur augmente en proportion de l'espèce d'impossibilité d'y porter remède au mal.

Le ton affirmatif avec le quel Mr. * * * * * annonce l'incontestabilité de ce Droit (1) n'en impose à personne; je doute qu'il persuade le Docteur en Médecine au quel la lettre est adressée. l'Auteur de la lettre a douté lui-même de son efficacité; car quoiqu'il annonce la réalité de ce Droit comme une vérité de la première évidence, il croit cependant devoir l'accompagner d'un

(1) *Incontestabilité.* Ce terme n'est peut-être pas François; mais tout Barbare qu'il peut-être, il rend trop bien ma pensée pour que je ne l'adopté pas dans cette circonstance. Permis de le rejeter.

d'un argument qui serve à la développer. Voici
c'est argument ; & comme il ne me paroît pas
prouver la légitimité du Droit de taxation, je
vais tâcher de l'analyser.

„ La Souveraineté & le pouvoir législatif doi-
„ vent exister quelque part ; & l'Empire Britan-
„ nique n'en connoît, selon sa constitution que
„ trois pouvoirs réunis. (1)

Prouver par un raisonnement, une vérité in-
contestable de sa nature, est une méthode assez
nouvelle ; mais ce n'est peut-être qu'une distrac-
tion dans l'Auteur de la lettre. Il est désagréa-
ble pour lui, de s'y être laissé aller, car son rai-
sonnement ne paroît pas concluant en faveur du
Droit de taxation ; il y a plus, je le crois une
démonstration assez forte de la thèse contradic-
toire.

Les deux propositions de cet argument sont
d'une vérité incontestable, mais qu'elle en est
la conséquence ? *Donc les Anglois ont un Droit in-*
contestable de taxer les Colons Américains : je défie
qu'en bonne Logique on puisse la déduire des
premises, ni d'aucune autre conséquence légi-
dû-

(1) Lettre de Mr. ***** p. 4.

timement deduite de celle-la. Mettons l'argument en forme fillogistique, & nous verrons alors quelle consequence suivra naturellement des premisses,

„ La Souveraineté & le pouvoir legislatif doit
 „ vent exister quelque part.

„ Or le Parlement Britannique n'en connoit,
 „ selon sa constitution, que le trois pouvoirs
 „ réunis.

„ Donc la souveraineté & le pouvoir legisla-
 „ tif existent dans les trois pouvoirs réunis, se-
 „ lon la constitution Britannique”.

Il est aisé de voir la difference qu'il y a entre cette conclusion & celle que l'Auteur de la lettre devoit tirer de ses propres principes, pour conclurre en faveur de l'incontestabilité du Droit de taxation. Les trois pouvoirs réunis ayant le pouvoir legislatif, celui du peuple qui est le premier & les principal des trois, y entre pour quelque chose, donc le peuple doit consentir à la loi qu'on veut porter, pour qu'elle soit obligatoire & pour quelle puisse être dite portée par les trois pouvoirs réunis; donc le consentement du peuple Americain est absolument necessaire, pour que la loi de taxation puisse avoir son execution; donc s'il s'opposé à cette loi, son opposition n'est pas une rebellion, comme on le dit, donc
 en-

enfin le Parlement Britannique n'a pas le Droit incontestable de taxer les Americains contre leur gré. Mais j'entens déjà la reponse qu'on fait à mes argumens. On dit ; la portion du pouvoir legislatif du peuple Anglois est entre les mains de la chambre basse du Parlement , qui de sa nature représente le peuple : or la chambre basse donne son consentement à la loi de taxation , donc la loi est legitimement portée ; d'onc elle oblige les Americains. C'est argument est especieux , mais il n'est qu'un Sophisme. La chambre basse , ou la chambre des communes représente les Anglois Européens cela est vrai , mais il est faux qu'elle représente les Anglois Americains : elle représente les premiers , parce que ceux-ci y ont choisi leurs representants & qu'il leur ont confié leurs interêts , en deposant entre leurs mains , la portion du pouvoir legislatif qu'ils ont par leur propre constitution : mais les seconds n'ont aucun representant pour eux dans cette chambre , n'en plus que dans la chambre des Seigneurs ; donc ils n'ont confié à personne leurs interêts dans l'assemblée du Parlement ; donc ils ont gardé par devers eux , la portion du pouvoir legislatif que leur constitution leur donne , donc enfin le Droit de taxation du Parlement Britannique est au moins très contestable , de la part des Americains. J'ai dit que je croyois que le raisonnement de l'Auteur de la lettre prouvoit la proposition

con-

contradictoire de sa these ; je crois que ce que je viens de dire prouve que je n'ai avancé rien de trop ; car si les Americains n'ont aucun representant au Parlement , le Parlement n'a aucun Droit d'exercer la part du pouvoir legislatif que les Colons ont comme peuple Anglois , & qu'ils n'ont confiée à personne.

Je dis plus ; & je crois pouvoir avancer , que quand bien même les Americains auroient leurs representants dans le Parlement de la grande Bretagne , le Droit de taxation seroit tres *contestable*. Un Representant n'a d'autre pouvoir que celui que son commetant lui donne ; donc s'il le passe , ou s'il en abuse , le Commetant n'est nullement tenu aux obligations que son Representant contracte pour lui ; or il est evident qu'on abuse d'un pouvoir confié , lorsqu'il est plus clair que le jour , que bien loin de deffendre les intérêts de son Commetant , on se laisse corrompre ; on vend son suffrage à prix d'argent , on se livre enfin sans retenue & sans pudeur à un tiers qui cherche à opprimer le Commetant ; donc les Americains , même representés au Parlement de la grande Bretagne , pourroient au moins contester le *Droit de taxation* , si comme leurs co-sujets les Anglois Européens , ils pouvoient demontrer la corruption , la trahison , la mauvaise foi , disons mieux , l'infamie de leurs Representants.

Je

Je ne vois qu'un seul parti à prendre pour élever la force de mes raisonnements ; c'est de dire, que les Américains, par leur émigration, ont perdu leur part de ce pouvoir législatif que le peuple d'Angleterre s'est prudemment réservé ; qu'en quittant la grande Bretagne, pour aller se transplanter en Amérique, ils ont renoncé à un Droit si beau & qui devoit être si cher à tous les peuples ; qu'ils ont, en un mot, renoncé au Droit que la Nature donne à tous les hommes : Droit sacré, que la sagesse de la constitution Britannique avoit conservé aux Bretons, pour insulter ce semble, à la lâcheté de toutes les autres Nations ; ou pour leur faire une leçon importante. Mais alors il faudra dire, que les Colons Américains ne sont que des esclaves de leurs frères Européens ; que ceux-ci peuvent disposer à leur gré de la fortune & de la propriété des autres. Cette étrange assertion auroit besoin de preuves ; & je crois que faute de preuves, on n'a pas encore osé porter l'inhumanité & l'effronterie jusqu'à avancer ce paradoxe. Non on ne l'a pas avancé ; on n'oseroit ; & cependant o ! Inconsequence ! on agit vis-à-vis des Colonies, comme si leurs habitants n'étoient que les vils sujets de l'Empire Britannique.

Si l'Auteur me fait la grace de lire mes observations, je ne doute nullement qu'il ne crie à la
Lo-

Logomachie Sophistique, comme il l'a déjà fait dans sa lettre à son ami (1). Je lui reponds d'avance, que lui-même est tombé dans ce deffaut de Logique. La Logomachie est une équivoque sur les mots, qui provient de ce qu'on ne les a pas définis lorsqu'ils ont pu avoir deux sens opposés ; ce manque de précaution fait qu'on dispute sans s'entendre ; qu'on embrouille de plus en plus la question & qu'on finit par la perdre totalement de vue ; faute d'avoir commencé par expliquer la nature de ce pouvoir législatif divisé en trois branches ; faute d'avoir éclairci la part de ce pouvoir qui revient à chacun des Copartiteurs ; faute surtout de n'avoir pas bien expliqué qu'elle étoit la portion de ce pouvoir qui revient au peuple Anglois ; sous le nom général de Parlement ; il a confondu ces trois pouvoirs réunis, & a voulu faire entendre que le Parlement Britannique réunissoit toute la souveraineté indépendamment du peuple & non obstant son opposition & sa juste réclamation. Ah ! si ce n'est pas là une *Logomachie Sophistique* ; il n'y en eût jamais :

Quand bien même mes observations porteroient sur des principes douteux ; que mes raisons-

(1) Lettre de Mr. ***** p. 4.

sonnements ne seroient que captieux, pourvu qu'ils ne soient pas évidemment faux, pourvu qu'ils méritent quelque considération, pourvu enfin qu'ils méritent d'être réfutés méthodiquement; il me semble que cela suffit, pour pouvoir dire à l'Auteur de la lettre; il est faux que le Droit de taxation que vous attribuez au Parlement de la grande Bretagne, sur les Colonies Americaines, il est faux dis-je, que ce Droit soit incontestable, puisque je le conteste, au moins avec une apparence de vérité. C'est à ceux qui me feront l'honneur de me lire à juger, si l'évidence est du côté de mon adversaire, & si je n'ai que l'apparence de la vérité pour moi: en me flatant du contraire, je conclus contre l'Auteur de la lettre, qu'il a eu tort de dire à son Docteur de Kingston; *je ne vous dirai rien du Droit incontestable qu'ont les Anglois de taxer leurs sujets des Colonies.* Est-ce en effet répondre aux desirs d'un ami, qui demande son sentiment sur la querelle des Colonies Angloises avec la Mere Patrie, que de lui déclarer qu'il ne lui dira rien sur le point principal de la contestation. L'Auteur eût été plus consequent, s'il lui avoit dit, je ne puis on ne veut vous dire ce que je pense sur cette querelle importante. Si vous voulez en sçavoir quelque chose, lisez la brochure que je vous envoie, lisez *tant d'autres écrits qui sont des chefs-d'œuvres & qui ne laissent rien à desirer là*
des-

Jeſſus. S'il eût fini là ſa lettre, il n'auroit peut-être pas ſatisfait le Docteur ; mais il ne ſe fut pas expoſé au reproche fondé que le public eſt en droit de lui faire. Vous voulez répondre aux deſirs de vôte ami ; peut-on lui dire, vous lui faites part de ce que vous penſez ſur cette queſtelle, & vous ne voulez rien lui dire du point principal de la conteltation ! En vérité, Monſieur, cela n'eſt ni poli, ni honnête, moins encore cela répond-il à la franchise qu'un ami doit avoir pour ſon ami. Après avoir prouvé évidemment que le Droit de taxation eſt au moins conteſtable, je vais tâcher de demonſtrer qu'il eſt illuſoire & depourvu de tout fondement.

Les différentes Chartes des Colons, inſtrumens autantiques de leur conſtitution particulière, pourroient me fournir une preuve victieufe de la nullité du *Droit de taxation*. En opoſant les privileges & les conceſſions qui ſont enoncés dans tous ces différents titres de la liberté civile des Anglois Americains, aux violences, aux vexations, aux cruautés & aux ravages exercés en Amerique, de l'autorité du Parlement Britannique, il me ſeroit aisé de demonſtrer, que la deffenſe des Americains eſt juſte, que leur réſiſtence à des actes tyranniques mérite des éloges, & que par conſequent le *Droit de taxation* n'a aucune réalité. l'Auteur de la lettre

tre a prévu l'avantage qu'on pourroit tirer, de cet argument contre lui ; il a tâché de le détruire ; j'examinerai bien-tôt, si la comparaison qu'il met en avant, pour résoudre la difficulté, fait honneur à sa Logique, à ses connoissances politiques, si enfin il raisonne en homme instruit : j'aime mieux lui supposer moins de lumières, que suspecter sa bonne foi. Lui seul peut savoir, s'il a écrit comme il pense, ou s'il n'a écrit que ce que le Ministère Anglois fait semblant de penser.

Je passe à une preuve directe contre le Droit de taxation. Toute convention solennelle oblige les parties contractantes, aussi longtems qu'elle subsiste. Au commencement des troubles, il existoit entre les Americains & les Anglois, une convention solennelle par la quelle le Droit de taxation étoit annullé, donc au commencement des troubles, cette convention obligéoit les parties contractantes. On entend aisément que c'est de la grande Bretagne, & des Colonies dont je parle. La première proposition est de toute évidence ; il ne me reste à prouver que la seconde ; la chose n'est pas difficile.

Quelle est donc cette convention solennelle entre la Mere-patrie & les Colonies ? C'est qu'en égard aux profits immenses qui revennoient

à la première, par les arrangements faits avec la seconde sur le Commerce; la Mere-patrie s'étoit contentée de ces profits, & les regardoit comme un équivalent suffisent des contributions que les Colonies auroient naturellement dû fournir, si par cet arrangement particulier, on ne les en avoit formellement exemptées. Ces arrangements entre les Americains & les Anglois sont si connus, que ce seroit à pure perte, devenir l'ennuyeux Echo de toute l'Europe, que d'entrer dans quelque détail à ce sujet. Personne n'ignore la gêne & la contrainte imposée par la grande Bretagne, sur le Commerce de ses Colons; on sçait que la Mere-patrie avoit eu la sage précaution de réunir tous les differents Canaux par où decouloient les richesses immenses du Commerce de l'Amerique septentrionale; on sçait avec qu'elle vigilance severe, la grande Bretagne empêchoit que quelqu'un de ces Canaux ne se detournat de son cours, on sçait avec quelle attention scrupuleuse on les dirigeoit tous à un centre commun de réunion; on sçait enfin que les Colons n'ont jamais manqué à leurs engagements à ce sujet, qu'il leur auroit été même impossible d'y manquer, s'ils en eussent eu envie.

Tous ces faits étant de notoriété publique, le *Droit de taxation* n'est-il pas illusoire? Ou du moins

moins ne l'étoit-il pas au commencement des troubles? Un Droit que l'on a vendu, ou du moins aliéné, peut-il subsister, pendant que le contrat de vente ou d'alienation subsiste? Mais l'injustice de le faire valoir & de retennir en même tems, le prix pour le quel on la cédé, cette injustice dis-je, peut-elle être plus monstrueuse?

On répondra, cette convention n'a pas été irrevocable, on s'est réservé le Droit de l'annuller ou d'y déroger toutes les fois que les circonstances l'exigeroient. La réplique n'est pas difficile. Vous devez renoncer aux avantages de la convention, répondront les Americains, lorsque vous voulez l'annuller, ou y déroger; il est criant qu'elle puisse conserver toute sa force contre nous, & que nous ne puissions pas la faire valloir contre vous; reprennons chacun nos Droits à la bonne-heure & procedons à des nouveaux arrangements. Laissez-nous une entière liberté de Commerce, qu'il nous soit permis de chercher notre plus grand avantage, & de le prendre partout où nous le trouverons, permettez-nous de diriger nous-mêmes les sources de notre fortune, consentez que nous leur donnions le cours qui nous paroitra les plus convenable; en un mot delivrez-nous des entraves que nous avons permis que vous nous missiez, & alors nous avise-

rons aux moyens les plus efficaces pour vous & pour nous, de contribuer aux dépenses générales que l'Empire de la grande Bretagne est obligé de faire ; nous ne sommes pas assez ingrats, pour prétendre à tous les avantages d'être vos co-sujets, sans contribuer comme vous, à la félicité, & à la gloire commune de tous les Bretons.

Mais c'est trop s'appasentir sur une question, que l'équité naturelle décide elle-même contre le Parlement Britannique. C'est par cette raison que *je ne suis entré qu'en passant dans cette discussion particulière.* Il me paroît que l'Auteur de la lettre que j'examine, auroit du y entrer un peu plus avant, & y faire quelque pause de plus ; ou plus tôt il me paroît qu'il auroit mieux fait de faire un detour, pour ne pas y entrer du tout. Pour moi je vais continuer à le suivre dans sa marche rapide.

La bonté, la générosité de la Mère-patrie, la munificence du Parlement Britannique envers les Colonies (1), méritent sans doute des éloges de la part de tous les hommes, & la plus vive reconnaissance de la part des Colons ; mais la grande
Bre-

(1) Lettre. p. 5.

Bretagne pouvoit-elle se dispenser d'en agir généreusement avec des hommes, qui travaillent uniquement pour l'accroissement des richesses & de la gloire de l'Empire Britannique: supposons que les Anglois transplantés en Amariqué, y eussent été abandonnés à eux-mêmes, l'établissement important qu'ils y ont formé & qu'ils ont porté au point de perfection où nous l'avons vu, auroit-il pu avoir quelque concistance? Auroit-il pu se soutenir quelque année? Il falloit que l'Europe commençât par faire les avances à l'Amerique, pour que dans peu de tems, celle-ci pût rendre à l'autre avec usure, tout ce qu'elle en avoit reçu; l'Amerique étoit lors de la découverte, un vaste champ en friche, bon de sa nature, mais pour le faire fructifier, il avoit besoin d'une culture qui ne pouvoit se faire sans des grandes avances. La Mere-patrie sçavoit bien que pour recueillir, il falloit semer, elle sçavoit aussi que plus la semence seroit jettée à-propos, plus aussi la recolte seroit abondante: sur ce principe fondé sur la simple raison, elle a soutenu, protégé, encouragé, recompensé, si l'on veut, les Colons occupés à fertiliser ce champ couvert de ronces: a-t-elle trop fait? Et en le faisant, n'a-t-elle consulté que sa tendresse maternelle? Son intérêt particulier ne l'a-t-il pas portée à ses demarches de bienfaisence? Les Colons se sont-ils enrichis sans enrichir

leur Mere? S'ils ont arrosé de leurs sueurs, cette terre inculte, en ont-ils seuls recueilli le fruit? Ainsi en supposant avec l'Auteur de la lettre, que les *Annales de l'Histoire* ne fournissent aucun exemple de munificence égal à celui de la Mere-patrie envers les Colonies, il n'en tirera aucune preuve d'ingratitude contre des Americains. Pourquoi donc relever un fait & en exagerer les circonstances, lorsque ce fait bien envisagé, tourne plus à la gloire des Colons, qu'à celle de la Merc-patrie.

„ Il appert, dit encore l'Auteur, que le Gouvernement a dépensé au delà de 34 Millions
 „ Sterlins pour defendre les Colons des inva-
 „ sions étrangères”. (1)

Mais si le Gouvernement Britannique ne les eut pas defendus contre les invasions étrangères, il y a apparence qu'il eut perdu pour toujours les Colonies: s'il les avoit perdues, auroit-il pu s'enrichir par le Commerce immense des Colonies? En les defendant, il n'a donc fait que defendre la source des richesses qui couloient dans le sein de la Mere-patrie. Cette générosité merite-t-elle donc de si grands éloges? Un bien-

(1) Lettre p. 5.

bien-fait intéressé pert beaucoup de son heroysme.

D'ailleurs, on a soin de nous dire, que *les extraits de la trésorerie* font foi d'une dépense de 34 Millions Sterlins pour la deffense des Colonies : il semble que l'équité vouloit qu'on fit mention de la recette ; & pour prouver quelque chose en faveur de la liberalité du Gouvernement, il falloit faire la Balance de cet article, jusqu'à ce jour ; & prouver par là, que ce qui est sorti de la caisse du Gouvernement à ce sujet, excede immensément, & ce qui y étoit entré avant l'époque de la deffense, & ce qui y est entré du depuis. Si l'on n'a pas fourni des memoires à l'Auteur sur le remboursement & les avances des Colons à la Mere-patrie, il devoit les demender, & en cas de refus, il ne devoit faire aucun usage de ceux de la depense de 34 Millions Sterlins.

On avoüe que les Americains ont fourni des secours ; c'est sans doute parce qu'il seroit impudent de le nier : mais on assure en même tems, qu'ils ont été bien payés & même gratifiés (1) : il falloit dire quand & comment ?

Les

(1) Lettre p. 5.

Les habitans de la Martinique, de la Guadeloupe, de Cuba, & du Canada peuvent attester que la Nation Angloise fait tout en grand (1); à la bonne heure; mais ses habitans peuvent-ils, attester que les Anglois ont plus enrichi les Americains par leur Commerce, qu'ils ne se sont enrichis avec eux? La chose n'est pas si claire, pour qu'elle ne merite des discussions serieuses, & les habitans cités en temoignage, n'ont pas été mis en même de faire cette juste évaluation. Il pourroit se faire d'ailleurs, que la proposition fut vraie, sans rien prouver contre les Americains. Supposons que les Anglois se soient appauvris par leur Commerce avec les Colonies, est-ce la faute des Colonies, si la Mere-patrie n'a pas sçu profiter des grands avantages qu'elle a retirés de ce Commerce lucratif? Est ce la faute d'un Père qui laisse en mourant des grands biens à un enfant, si ces grands biens même sont la cause de sa ruine? N'est-ce pas la faute du dissipateur, ou de l'homme negligent? C'est peut-être pour vouloir faire tout trop en grand que les Anglois se sont appauvris, lorsqu'ils avoient l'occasion infallible de s'enrichir avec leurs Colonies. en les enrichissant à leur tour. On craint avec raison, que les moyens que le Gouvernement Britan-

(1) Lettre p. 5.

tannique prend actuellement pour reparer sa fortune, n'accellerent aucontraire, sa ruine totale. Il est déplorable pour les Colons, que la leur, doive tomber du même coup.

Il semble qu'on ne devroit pas regarder comme une bagatelle, les avantages que la Mere-patrie retire du Commerce de l'Amerique en général. Par l'Acte de Navigation qu'elle a passé avec les Colons, & par les precautions, qu'elle a pris pour gêner le Commerce des Colonies & le faire tourner presque tout à son avantage particulier, ses profits doivent être immenses. Tout le monde a cru jusqu'à present, que cet objet étoit de la plus grande consequence, qu'il étoit une source abondante de richesses pour la grande Bretagne. L'Auteur de la lettre l'envisage sous un point de vue bien different; *les petites restrictions*, dit-il, *au sujet du Commerce des Colonies & l'Acte de la Navigation sont justes & constitutionales; & l'exiguité de l'objet.* &c. (1). Rien de si aisé que d'avancer des faits qui contre disent l'opinion générale, mais rien de si difficile que de les prouver. C'est je pense la raison pour la quelle l'Auteur se dispense de donner quelque preuve de *l'exiguité de l'objet* en

(1) Lettre p. 6.

en question, de l'objet je crois, qui seul fait le point de la contestation; car, que le Parlement renonce à l'*Acte de Navigation*, qu'il laisse au commerce des Colonies une entière liberté, en un mot qu'il renonce à tous les avantages qu'il retire de son contrat social avec les Colonies, des-lors on verra celles-ci se prêter de bonne grace à une taxe qui leur paroitra juste, des quelle fera proportionnée; & elles la croiront telle, des que leurs representans au Parlement Britannique, choisis, delegués & autorisés par elles, y auront donné leur assention, ou du moins auront eu contre eux, la majorité des voix. Les Colonies reconnoissent l'équité & la justice de l'exergue *æquo jago*, mais elles prétendent que le joug porte autant sur leur tête que sur celle de la Mere-patrie; & elles se plaignent avec raison, que si la taxe arbitraire a lieu, les joug passera presque en entier sur leur tête.

Dire que les Americains n'osoient pas encore contester le Droit que le Parlement avoit de les taxer (1), me paroît une contradiction frappante avec cette autre proposition; l'*Acte du Timbre* adopté dans presque tous les pays policés, gendarmes de la Baye Massachusset &c. Peut-on en effet, con-

te-

(1) Lettre p. 7.

tester plus ouvertement un Droit, que de refuser
 de s'y soumettre, des le premier moment qu'on
 veut le faire valoir? Si le Parlement Britannique
 s'en est desisté, n'est ce que par pure *condescen-*
dance? Eh! pourquoi le Parlement n'a-t-il pas
 eu la même condescendance pour revoquer l'ac-
 te de taxation sur le The? Tout ce semble l'y
 engageoit: tout l'y portoit, au moins des qu'il
 a vu que la contestation devennoit serieuse, &
 que l'oppiniâtreté des Colonies étoit invincible;
 il étoit de sa sagesse, de sacrifier le peu de cho-
 se & les petits avantages qui devoient lui reve-
 nir de cette taxation si modérée, au jugement de
 l'Auteur de la lettre. L'Impot sur le The étant
 si modique, il ne valloit certainement pas la
 peine d'envoyer des troupes en Amerique pour
 en faciliter la perception. Quoi pour un rien,
 pour une bagatelle, bruler vos villes, égorger
 vos frères, tenter de les affamer? Pour des min-
 ces sommes, vous constituer dans des fraix im-
 menses? Vous exposer à ruiner la Nation? Pour
 quelques Mille Livres Sterlins, augmenter la
 dette Nationale, de-jà assez considerable, &
 vous mettre dans l'impossibilité d'acquiter vos
 engagements Nationaux? Est-ce donc là peut-
 on demander à cette Nation sage, Libre, en-
 tendue, à cette Nation qui fait tout *en grand*,
 est-ce donc là votre ouvrage, celui de votre
 Parlement. Que pour une épeingle, deux en-
 fans

fans s'arrachent les cheveux, qu'ils se blessent même dangereusement, que l'un tue l'autre, la chose est concevable; ce sont deux enfans; mais que pour un intérêt à peu près de la même conséquence, le Parlement Britannique mette a feu & a sang les Colonies, qu'il les devaste, qu'il cherche a les détruire & a les anéantir, qu'il les force au desespoir, c'est ce qu'on ne conçoit pas, quoique le fait soit *incontestable*. *Ce point d'histoire malgré sa réalité, aura peine a trouver croyance chez la posterité.*

Pour excuser & disculper le Parlement, l'Auteur avance à sa décharge, que Mr. Grenville proposa aux Agens des Colonies de chercher *elles-mêmes un autre moyen de taxation également productif* (1). Il ajoute qu'on différa par cette *raison expresse* la passation de l'acte qui devoit ordonner l'impôt. A mon avis la proposition de Mr. Grenville aux Agens des Colonies, & le retard de la passation de l'acte ne rendent pas meilleure la cause du Parlement. C'étoit dire aux Colonies, nous voulons avoir de vous tant de Mille Livres Sterlins, fournissez-les par l'impôt que nous allons mettre, ou imposez vous vous-mêmes, de façon que nous ayons la même

(1) Lettre p. 7.

somme ; que la taxe soit mise Parlement , ou que les Americains soient forcés par le Parlement , de la mettre, cella n'est il pas toujours mettre une taxe ? Et en supposant que la Parlement Britannique n'eut aucun Droit d'en mettre sur les Colonies , est-il disculpé en disant , qu'il a donné le choix aux Colonies , de la mettre elles mêmes , ou de la laisser mettre par lui. Donne-moi ta bourse , ou je la prends. Il me seroit assez égal qu'on me la prît , ou qu'on me forçât à la donner moi-même. Le deffaut de raisonnement de l'Auteur provient , de ce qu'il suppose au Parlement Britannique un Droit de taxation *incontestable*. Sur une telle supposition il peut écrire tout ce qu'il lui plait ; mais pour convaincre , il faut demontrer & non pas supposer.

Mr. de Grenville , selon l'Auteur , demonstra aux Agens des Colonies que la guerre faite pour la deffense de l'Amerique septentrionale avoit occasionné *une depense additionnelle de 240 Mille Livres Sterlins*. (1). La demonstration de Mr. Grenville peut être exacte , sans que le Droit de taxation en devienne plus réel. Il est constant que les Americains ont fait de leur coté pendant cette guerre , des depenses tres considerables

(1) Lettre p. 8.

bles pour concourir à leur propre deffense, & ne pas en laisser tout le soin aux Anglois ; il est certain encore que l'avantage de s'être maintenus dans leurs possessions & d'avoir reponffé leurs ennemis, est au moins partagé entre eux & les Anglois leurs frères ; il est certain encore qu'avant la guerre, l'Angleterre avoit fait des gros profits sur les Colonies, si donc la guerre soutenue pour leur deffense, a occasionné une depense additionnelle de 240 Mille Livres Sterlins à la grande Bretagne, elle n'a fait que contribuer de sa portion pour conserver des possessions qui lui sont si avantageuses : bien plus, elle n'a fait que fournir une partie de l'avance qu'elle avoit parçue sur les Colonies.

L'Auteur fait une imputation honteuse aux Colonies en disant, qu'enhardies par la douceur des procédés du Parlement, elles se sont permis plusieurs crimes & qu'enfin elles ont fini par *conspirer contre leur legitime Souverain* (1). Hereusement que l'imputation n'est qu'une Calomnie. Pour que l'accusation fut fondée, il faudroit prouver que les Americains ont refusé, ou refusent encore de reconnoître le Roi de la grande Bretagne

(1) Lettre p. 9.

tagne pour leur Souverain, dans le même sens qu'il l'est de tout l'Empire Britannique; il faudroit prouver, ou qu'ils ont voulu se soustraire à son autorité, ou qu'ils ont conspiré contre sa vie, ou enfin qu'ils ont fait quelque entreprise pour se gouverner indépendamment de la portion légitime du pouvoir, que les Bretons ont remis entre ses mains: si l'on lit ce qu'ils ont écrit, depuis les troubles actuels, leurs remontrances, leurs adresses, leurs résolutions, leurs protestations formelles, dictées par leurs assemblées Nationales, approuvées par leurs différents Congrès, notamment par ceux tenus à Philadelphie, on ne trouvera rien qui indique, qui puisse même faire soupçonner une conspiration, une révolte contre le Roi de la grande Bretagne leur Souverain; ces écrits ne respirant d'un bout à l'autre qu'une soumission parfaite & telle que des Bretons fidèles la doivent à leur Roi; ils parlent avec une noble liberté, parce qu'ils doivent être libres par leur constitution; mais le ton qu'ils prennent, en exposant leurs Grièfs, en demandant réparation des torts qu'on leur fait, en soutenant leurs privilèges, & défendant leur propriété, en déplorant leur état, en un mot en ouvrant à leurs frères, leurs cœurs déchirés pour réveiller leur humanité, ce ton, disje, n'est que celui de la décence & celui de l'honneur: les taxer de seditieux & de rebelles c'est

ne

ne pas connoître la force des termes, c'est ignorer la constitution des Américains, celle de la grande Bretagne, ou c'est se prêter aveuglement en faveur de la cause la plus injuste & la plus inique. Je l'ai déjà dit, & je le repette, je ne crois pas l'Auteur de la lettre capable d'une telle bassesse. Je crois seulement qu'il se trompe lorsqu'il croit, & qu'il suppose, que le Parlement Britannique est, sans restriction, le *Souverain* des Américains. Cette qualification ne peut convenir au Parlement que dans un sens impropre. Ce n'est que par un abus des termes qu'on peut la lui donner. L'Auteur lui-même est de mon avis, lorsqu'il a dit plus haut, que la *Souveraineté* résidoit dans les trois pouvoirs réunis.

J'observerai en passant, que les Américains n'ont pas détruit le The & qu'ils ne l'ont pas fait bruler, par la crainte seule qu'on voulut les forcer d'en boire; mis par la raison bien plus plausible, qu'on vouloit le leur faire boire beaucoup plus cher, s'ils trouvoient à propos d'en boire. Ils ne craignoient pas qu'on leur donnât la question avec une Décoction de The, mais ils ne vouloit pas qu'on donnât la torture à leurs Droits & à leurs privilèges. Les comparer à des brigands & à des voleurs de grand Chemins, parceque la populace s'est portée à un excès que tout le monde

de blâme, que les chefs de la Nation n'ont pu empêcher, c'est tout au moins, manquer de respect à un peuple qui merite la consideration des honêtes gens. Un simple particulier qui se permet des taxations aussi infamantes, commet un plus grand exès, que n'est celui d'une populace effrenée qui s'empporte sans reflexion, & qui parcequ'elle se croit libre, abuse des droits d'une honête liberté.

L'Auteur me paroît sçavoir bien superficiellement, l'Histoire de la malheureuse revolution sur laquelle il écrit. Selon lui, *la Longanimité du Gouvernement Anglois & ses Menagements envers des Rebelles si dénaturés* (1), leur à donné le tems de s'armer &c. Mais l'Auteur oseroit-il avancer que ces pretendus rebelles ont été les premiers en armes, que c'est eux qui ont commencé les hostilités, qu'ils ont les premiers versé le sang de leurs frères? Je croirois faire tort aux connoissances de mes Lecteurs, de m'arrêter à prouver contre lui, qu'ils ne sont pas les aggresseurs sanguinaires de leurs frères. Toute la terre sçait qu'ils n'ont pris les armes, que pour leur deffense, & que lorsque, par le Blocus du port

(1) Lettre pag.

port de Boston, ils ont vu qu'on alloit user de violence contre eux. Un Charlatan, ou un homme qui na rien de mieux à dire, peut perdre son tems à ramasser & à détailler les preuves sans nombre, d'un fait de notoriété publique; un homme qui à le moindre sens commun ne tombera pas dans ce deffaut. Le sens commun devroit empêcher aussi d'avancer, ou d'insinuer des faits dementis par tant de preuves incontestables.

L'Auteur avoue que „ les Colonies en général, ou que quelqu'une en particulier, peut avoir quelques griefs fondés, qui exigent des „ ammendements”(1). C'est encore quelque chose. Mais ce qui ne signifie rien, ou qui n'est qu'un défaut de raisonnement, c'est qu'il ajoute qu'on passera jusqu'à l'indulgence pour tâcher de satisfaire les parties lées. Les griefs une fois reconnus, doivent être redressés & ammandés par justice, & non par pure *indulgence*. On ne fait grâce à personne, lors qu'on lui rend la justice qu'on lui doit; l'indulgence est une pure grace.

L'Auteur dit encore que le Colonies lées ne doivent s'attendre à cette indulgence, qu'au préalable elles, n'ayent reconnu la *Suprematie de la Mere-patrie*. Mais en quoi conciste cette *Supre-*

(1) Lettre p. 10.

prematie? Est elle un pouvoir absolu, tyrannique, qui peut- être exercé sans restriction? Les Colonies ne la reconnoîtront jamais, & c'est pour ne pas s'y soumettre, que les Colons exposent leur fortune & leurs vies. L'Auteur doit cependant l'entendre dans ce sens rigoureux; Car il n'y a qu'un Tyran qui redresse par pure *indulgence*, de griefs constatés. Un Despote d'Orient depouille un de ces sujets de tous ses biens les plus chers, il les lui rend en tout ou en partie par pure *indulgence*, ce sujet malheureux éprouve alors les tristes effets de la *Suprematie* despotique.

Les Americains dont on ne veut redresser les griefs que par *indulgence*, doivent être confondus avec les Esclaves Orientaux. Que deviendra la liberté de tous les Anglois, si l'on établit la *Suprematie* du Parlement Britannique dans le sens de l'Auteur que j'essaye de combattre?

On fait valoir encore la condescendance que la Mere patrie a eue d'accorder aux Colonies, la permission de se taxer elles mêmes. Pour les y engager, on leur a insinué que les taxes seroient pour leur propre sécurité, quelles seroient dépensées pour eux & chez eux (1). Les Colonies n'étant mé-

na-

(1) Lettre p. 10.

nées d'aucune nouvelle invasion, la Meropatrie jouissant d'une profonde paix, avec tous ceux qui pourroient l'inquieter sur ses possessions en Amerique; le motif de la taxe qu'on veut établir, ne doit paroître aux Colons qu'un pretexte imaginé pour les opprimer. Ils se refusent de se soumettre à l'impôt, parce qu'ils ne le jugent pas necessaire pour leur deffense & pour leur securité. On n'a pas besoin d'être deffendu, quand on n'est ni attaqué, ni menacé de l'être.

On doit ce me semble faire une grande difference entre *insinuer* une chose, & *affirmer* une chose. Une simple *insinuation* n'est pas un engagement formel. Quand on a envie de tennir sa parole on *n'insinue* pas; mais on assure, on promet. On doit se déffier d'une simple insinuation: trop souvent ce n'est qu'une finesse, dont celui qui s'y laisse prendre, est la dupe. Dans une affaire de consequence la prudence veut, qu'on s'explique de façon à ne pas avoir à craindre une surprise.

L'Auteur lui-même me donne à penser que le Gouvernement vouloit tromper les Americains, en se contentant de leur *insinuer* que les taxes se *denverseroient* chez eux & pour leur propre securité. Mr. de Grenville declara aux Agens des Colonies

nies que les taxes devoient servir à une partie du remboursement de la dépense additionnelle de 240 Mille Livres Sterlins, dont l'Angleterre étoit en avance pour les Colonies (1). Donc le provenu des taxes ne devoit pas se dépenser en Amérique, comme le Gouvernement l'insinuoit.

Regimber contre des taxes moderées est une folie (2): à mon avis c'est quelque chose de plus; c'est une injustice criante: mais il faut pour cela 1^o. que celui qui met la taxe ait Droit de la mettre; 2^o. que la taxe soit mise pour une juste cause & pour une nécessité pressente. Mais Regimber contre une taxe, injuste par rapport à sa cause, injuste par le manque d'autorité dans celui qui l'a met, n'est nullement une folie. S'en feroit une, que de se soumettre volontairement à un pouvoir arbitraire. Voilà le seul motif d'opposition à la taxe, qui y a fait regimber les Américains; & pour s'en convaincre, il n'y a qu'à lire la lettre du General Lée, chef des Américains, au General Burgoyne, chef des Troupes Royales. Voici comme s'explique ce brave Patriote, „ les Américains ne demendent „ qu'à être gouvernés par les mêmes loix équi-

„ ta-

(1) Lettre de Mr. ***** p. 8.

(2) Ibid. p. 10.

„ tables dont ils ont joui depuis le premier éta-
 „ blissement des Colonies..... Vous me de-
 „ mandez encore, si la plainte des Americains
 „ tombe sur le fardeau des taxes; je reponds
 „ que non; c'est le principe de la taxe qu'ils ne
 „ veulent jamais reconnoitre". Le General
 Lée est assurément instruit des veritables dis-
 positions des Americains. Son temoignage est
 au dessus de toute exception. La lettre que je
 cite fait honneur à ses sentimens, elle prouve la
 droiture de son cœur, & le desir sinfere qu'il a,
 de voir finir les troubles de sa Patrie. C'est
 dans cette vue qu'il conjure Mr. Bourgoyne son
 ami, prêt à partir pour l'Angleterre, de de-
 venir le *Camille* de sa patrie, en portant le peu-
 ple Anglois à se desister de ses odieuses preten-
 tions sur ses freres Colons.

*Les Americains en se conformant aux taxes mo-
 derées, auroient continué à être le peuple le plus heu-
 reux qui eût jamais existé sous les cieux (1). Les
 Americains en se soumettant aux taxes les plus
 moderées, les auroient vues se succeder rapi-
 dement sous differentes insinuations & sous dif-
 ferents pretextes; leur nombre combiné les au-
 roit*

(1) Lettre de Mr. ***** p. II.

roit enfin écrasés & ruinés : ont-ils tort de ne pas vouloir être heureux à ce prix ? Ont ils tort de ne pas permettre qu'on change la forme de leur constitution particuliere ? Impôt sur le Tymbre, impôt sur l'Etain, impôt sur la Cereuse, impôt sur le Thé, impôt sur les Verres, impôt sur le Marocain, impôt sur les Teinturies, impôt sur le Papier &c. tout ces impôts modérés en particulier, accablent par leur ensemble ; ils facilitent l'établissement de beaucoup d'autres, & l'augmentation de chacun d'eux en particulier. On ne manque jamais de pretextes plausibles, en apparence, quand on veut mettre le peuple à contribution.

Malheureusement il est impossible de se dissimuler l'abus du Droit de taxer les sujets ; cet abus est général dans tous les Etats. La rage des taxes a même gagné jusques dans les Republiques, où le peuple paroît être le seul Souverain légitime, & où il n'a pas même conservé l'ombre de la Souveraineté. Les taxes sont quelque fois un remede nécessaire ; mais ce remede plus violent quelque fois que le mal, consolide rarement la playe ; le plus souvent il l'irrite & la rend incurable. Pour quoi ? C'est que lorsque le danger est passé, le Gouvernement n'a ni le courage, ni l'équité de les surprimer. Rarement les Ministres & les premiers d'un Etat sont com-

pris dans les taxes ; ou si elles sont générales , le peuple est le seul , qui n'ait pas d'exemptions à y opposer. L'exemple de toutes les Nations à justement effrayé les Américains ; le dirai-je ? Leurs frères Européens depuis longtems obérés par des taxes multipliées & onéreuses , leur presagent encore ce à quoi ils devoient s'attendre , si comme eux , ils se soumettoient à la volonté trop arbitraire des Ministres de la grande Bretagne. Leur juste opposition à des prétentions sans fondement , doit être couronnée du plus grand succès.

Mais dit l'Auteur , *on a supprimé des plus grandes pour n'en mettre qu'une plus petite.* Mais lui répond-on , c'est la methode ordinaire de tous les Gouvernemens ; & cependant les peuples sont partout foulés ; on surprime pour quelque tems , puis on impose de nouveau ; & puis on supprime , & on impose tant , qu'à la fin le peuple se trouve surchargé au point , que son travail & ses sueurs suffisent à peine , pour payer des taxes exorbitantes. En un mot les suppressions de certains impôts , pour les remplacer par d'autres , ne font que des ruses de Cabinet , où on ne paroît s'occuper que de la ruine de l'Etat ; souvent pour s'enrichir de ses dépouilles.

Les Américains étoient libres , dit notre Auteur ;
ne

ne le sont-ils donc plus ? Ou ne doivent-ils plus l'être ? Ils le sont encore, & toutes leurs démarches annoncent un peuple libre, un peuple jaloux de sa liberté, un peuple enfin qui n'est nullement disposé à se la laisser ravir : quand on pense, & quand on agit comme les Américains, on doit espérer de se garantir des fers de l'esclavage. L'Auteur paroît leur prédire la servitude prochaine ; & tout annonce leur honneur à couvert, & leur gloire assurée. *Ils sont en bute aux horreurs, d'une guerre civile :* continue l'apologiste du Gouvernement : c'est un très grand malheur sans doute ; mais on ne peut les accuser, sans injustice, d'avoir attiré ce fleau chez eux, par imprudence. Ce malheur se réparera peut-être un jour ; & s'ils y succombent, ils se consoleront de n'être malheureux, que pour avoir essayé de repousser la violence. Les *ames vertueuses* laisseront tomber quelque larme sur le tombeau ensanglanté de leur liberté. N'avoir rien à se reprocher, conserver l'estime des honnêtes-gens, réunir les suffrages des gens de bien, jusques dans le sein de la misère, ce n'est être malheureux qu'à-demi.

Le pouvoir législatif peut abolir des loix, les altérer, les modifier (1). Cette maxime est suran-

(1) Lettre de Mr.*** p. II.

l'année, elle est justement proscrite en Europe, parceque la Nature la proscrite de tous les tems, & heureusement on ne la trouve plus que dans le Code des Tyrans. Je m'explique de cette façon, parceque je la prends dans le sens de l'Auteur, c'est-à-dire dans toute sa généralité; car je sçais qu'elle est vraie dans un sens; tout le monde convient qu'il est certaines loix que le pouvoir législatif peut abroger, ou qu'il peut y déroger, mais il ne peut *abolir*, *alterer*, ou *modifier*, que les loix de circonstance; c'est-à-dire celles qu'on ne porte, qu'en égard aux circonstances où on se trouve. Mais les loix constitutionnelles, les loix fondamentales d'un état ne sont pas susceptibles de la plus petite alteration, pendant que celui, qui seul avoit le Droit de les établir, ne veut rien y changer; le Peuple. Or il est évidemment question de la loi constitutionnelle de l'Amerique Septentrionale; puisque des qu'il est prouvé, que le Droit de taxation que le Gouvernement Britannique s'attribue, n'est pas *incontestable*, vouloir l'exercer & le faire valoir les armes à la main, c'est vouloir renverser la constitution nationale des Colons; donner ce Droit comme *incontestable*, c'est raisonner sur un faux principe, c'est en un mot supposer vrai, ce qui est en question. *Mais il reste à prouver que la Mere-patrie en a fait usage vis à-vis*

vis des Colonies, quant à leurs Chartres (1). L'assertion est positive; le défi de l'Auteur est hardi. Il est aisé de lui répondre de façon qu'il n'ait rien à répliquer. 1°. Il est peut-être vrai que la *Mère-patrie*, distinguée du Gouvernement Britannique, n'a fait aucun usage de son pouvoir législatif, pour abolir, altérer, & modifier les loix constitutionnelles des Colonies. Je dis la *Mère-patrie* distinguée du Gouvernement, parce que réellement elle doit en être distinguée, & que c'est tres mal à-propos, que le Ministère Britannique se donne lui seul, pour la *Mère-patrie* des Colonies: il est encore plus honteux, pour les partisans du Ministère, de lui accorder ce beau titre; l'adulation ne peut-etre plus lâche, ni plus déplacée. 2°. Il est faux, & évidemment faux que la *Mère patrie* confondue avec le Gouvernement Britannique, n'ait fait usage de son prétendu Droit législatif vis-à-vis des Colonies, même quant à leurs Chartres. Avant la rupture ouverte entre la grande Bretagne & les Colonies, le Parlement avoit déjà donné une nouvelle constitution à une de ses Colonies; il avoit abrogé les Chartres qui la métoit au niveau des autres, & par ce coup d'essai, il avoit préparé la révolution actuelle dans

(1) Lettre de Mr. **** p. II.

toutes les autres. Cella suffit pour des personnes qui ont la plus légère connoissance des troubles actuels & de leur origine ; cella suffiroit aussi pour démontrer , combien le desir du partisan du Gouvernement , est temeraire & déplacé. Mais par un surcroit de preuves , ne peut-on pas lui dire ? Depuis les entreprises du Parlement sur les Droits des Colons , ceux-ci ne cessent de playder leur cause , leurs chartres à la main ; donnez-vous la peine de lire ces pièces , aussi sages que démonstratives , par lesquelles , les différents Congrès mettent les Droits de l'Amerique Septentrionale dans la plus grande évidence ; dans toutes ces pièces , leurs chartres y sont ou rapportées en entier , ou citées par extraits ; veuillez avoir des yeux Monsieur , & lisez dans ces pièces , combien vous vous êtes abusé , en disant que la *Mère-patrie* n'a jamais fait usage de son pouvoir législatif contre les chartres des Colonies : ne vous êtes-vous pas exposé à être confondu , en défiant de prouver un fait , que tout atteste.

Je vais combattre l'Auteur par lui-même ; cette façon lui déplaira peut-être , j'en suis fâché ; mais pour quoi se contre dire , & se contre dire tout de suite : voici ce qu'il ajoute dans le 17^{eme} fait de ceux qu'il dit être *authentiques & de notoriété publique* : fait qui suit immédiatement

ment celui où il a défié de *prouver*, ce que je viens de démontrer (1).

„ Les Chartres accordées par les Rois d'Angleterre, n'ont point la force de Loix sans la sanction du Parlement. C'est comme si les Colonies de Surinam ou des Berbiches refusoient de payer les taxes imposées par L. L. H. H. P. P. sous prétexte que d'anciens Princes d'Orange les en eussent dispensées (2).

Je remarque premièrement, que les Chartres accordées par les Rois d'Angleterre ont toujours la Sanction de la Nation, & qu'avec cette sanction, elles n'ont pas absolument besoin de celle du Parlement, pour avoir la *force de loix*. Par la constitution Nationale, la portion du pouvoir législatif qui revient aux Monarques Anglois, consiste à donner leur sanction aux Bills, du Parlement ; & outre bien d'autres prerogatives, cette constitution accorde aux Rois d'Angleterre le privilege de donner des *chartres* ; ainsi lorsque les Rois d'Angleterre exercent cette portion de leur pouvoir législatif, c'est plus tôt au nom de

(1) Lettre de Mr. ***** p. II.

(2) Ibid. p. II.

de la Nation, qu'en leur propre & privé nom ; ils ne sont que l'Organe de la Nation , mais l'organe seule competente , pendant que la constitution actuelle de la grande Bretagne sera en vigueur. Le peuple en se demettant en faveur de ses Rois , de cette portion de son pouvoir , a conté sur leur discretion , sur leur sagesse , & sur leur amour pour le bien public. C'est donc à proprement parler , la Nation qui accorde les Chartres , lorsqu'il paroît que les Rois les accordent ; or la Nation a-t-elle besoin de la sanction du Parlement pour accorder des privilèges qui ont toute la force de loix ? Les Rois predecesseurs de celui-ci ont eu donc un véritable Droit d'accorder des Chartres aux Americains , & ceux-ci sont en Droit de les faire valoir , jusqu'à ce la Nation Angloise juge à propos de changer ou d'alterer sa constitution nationale. En un mot , pour que les Chartres accordées par les Rois d'Angleterre n'eyent plus la force de loix ; il faut que les corps de la Nation reprenne ses Droits à ce sujet ; il faut que le peuple Anglois commence par priver ses Souverains de cette prerogative ; il faut qu'il exerce ce Droit tout seul , ou qu'il le confie à quelqu'un plus.

Les Colonies n'ont d'autres Chartres que celles qui leur ont été concedées par les Rois de la grande Bretagne ; elles ne peuvent pas en avoir d'au-

d'autres, parceque en Angleterre, il n'y a que le Roi qui accorde des Chartres; c'est donc véritablement contre leurs Chartres que le Mere-patrie veut *faire usage de son pouvoir* législatif. Dire le contraire, & avouer en même tems que les Americains ont des chartres accordées par les Rois d'Angleterre, c'est dire que les Colons en ont que la Mere-patrie n'a jamais attaqué, & que c'est ces mêmes chartres qu'elle veut annuler, parce qu'elle ne les reconnoit pas valables, vu qu'elles manquent de la sanction du Parlement. Il suffit de repondre à ce dernier Sophisme. Si les Chartres accordées par les Rois d'Angleterre ont besoin de la Sanction du Parlement, pour avoir force de loix, celles que les Americains ont obtenues sont revêtues de cette condition; si au contraire les Chartres ont force de loix, sans la Sanction du Parlement, il est honteux d'avancer contre les Colons, que les leurs manquant de cette Sanction, ne sont que des titres imaginaires, & nuls de leur nature.

Je remarque en second lieu, & tout le monde doit le remarquer avec moi; que l'Auteur prend ses Lecteurs pour des grands imbecilles, en comparant à ce sujet, les Princes d'Orange aux Rois d'Angleterre, & la constitution des Colonies de Surinam & de Berbiches, avec la constitution des Colonies Angloises. Je croirois insult

ter à mon tour, à ceux qui me feront l'honneur de me lire, si j'insistois d'avantage sur une comparaison si déplacée. Il suffit pour s'en moquer, d'avoir une idée succinte du pouvoir d'un *Stadhouder* de Hollande. Les Hollandois & les Anglois sont deux peuples libres à la vérité; mais leurs constitutions Nationales ne sont certainement pas les mêmes, elles tendent toutes deux à maintenir & à affermir la liberté des deux Nations, mais c'est par une route différente, qu'elles s'efforcent d'atteindre ce but, après le quel tout Peuple raisonnable devoit tendre. Assimiler les prerogatives du *Stadhouderat* de Hollande, à celles de la Royauté en Angleterre, c'est donner aux Princes d'Orange plus qu'ils n'oseroient pretendre, & c'est insulter à la Majesté de Rois d'Angleterre; c'est en un mot se jouer de tout le monde.

Ce n'est pas parceque les principes du Ministère actuel de la grande Bretagne sont *incontestables*, que depuis le Commencement des brouilleries, tous ceux qui ont été dans le Ministère les ont suivis (1); c'est parcequ'ils sont commodes, & peut-être quelque chose de plus. On doit

(1) Lettre de Mr. ***** p. 12.

doit croire que ceux qui ont été ci-dévant dans le Ministère & qui sont aujourd'hui dans le parti de l'opposition, ont mieux vu les objets, quand ils ont été en même de les considérer de près : que reconnoissant la justice de la cause des Américains, l'injustice des entreprises qu'on fait sur eux, & la cruauté avec laquelle on s'efforce de les soumettre, ces hommes vertueux se sont rangés du parti des opprimés ; on leur doit cette justice avec d'autant plus de raison, qu'en quittant le parti ministériel, ils ont quitté le parti où il y avoit tout à gagner pour eux & pour leurs amis ; au lieu qu'en embrassant le parti de l'opposition, ils se sont jetés dans celui où il n'y a rien à gagner que des peines, des desagrémens, des chagrins, & des soucis réels. La vertu seule peut opérer des changemens si prodigieux ; le caprice n'est pas capable d'un tel courage, ni d'un tel désintéressement.

On voit bien que je n'ai fait qu'examiner très succinctement & *comme en passant*, quelques uns des faits stipulés au commencement de la lettre de Mr. * * * * *. Ce n'est pas à moi de juger si j'en ai dit assez pour faire suspecter sa fidélité & pour donner une idée de la force de ses raisonnemens. Il m'a paru faire continuellement une misérable petition de principe. C'est un

D

des.

déffaut contre le quel il s'éleve lui-même avec force; il taxe presque tout le monde d'y être tombé, à l'occasion des troubles actuels de l'Angleterre. Le Lecteur jugera s'il est fondé à faire un tel reproche au public.

Le resultat qu'il pretend suivre de tous ces faits *authentiques*, mérite encore une observation particuliere. Entendons-le lui-même, pour ne rien diminuer de l'énergie de ses expressions.

„ Il résulte de tous les faits authentiques ci-dessus énoncés, que le Parlement d'Angleterre & le Ministère Britannique, loin d'avoir outre-passé leurs justes Droits sur les Colonies, & d'avoir été au-delà, sont restés beaucoup en deçà: & ceux qui ignorent la constitution & les circonstances étranges dans lesquelles ils se sont trouvés, pourroient les blâmer beaucoup, non de ce qu'ils ont fait, mais de ce qu'ils ont laissé de faire” (1).

L'Auteur ne pouvoit faire un éloge plus fin, plus adroit, & plus flatteur de la *Longanimité* du

(1) Lettre de Mr. ***** p. 12.

du Parlement & du Ministère Britanniques : quel dommage que tout dement, la bonté, l'humanité, la moderation, l'équité, la patience & en un mot toutes les excellentes qualités qu'il préconise dans les Heros de son Panegyrique ? Quel dommage en un mot, que ceux qu'il loue, ne méritent que le blâme d'avoir méconu leurs justes Droits & d'avoir voulu annéantir ceux des Americains. Mais supposons que les Americains dussent être considérés comme des rebelles, l'Auteur pourroit-il dire avec verité, que le Gouvernement Britannique, loin d'avoir été au-delà de ses justes Droits, est resté beaucoup en deça qu'on pourroit le blâmer non de ce qu'il a fait, mais de ce qu'il a laissé à faire ? Est-il nécessaire de refuter serieusement des assertions si evidemment fausses ? Et que peut-on faire de plus pour soutenir ses Droits, contre des sujets rebelles, que de porter la desolation dans leurs possessions, que de ravager leurs Campagnes, que de bruler leurs villes & de faire perir dans les flammes, tout ce qui s'y trouve sans distinction d'âge ni de sexe ; que de porter la cruauté jusqu'à empêcher, par la menace d'une mort certaine, les Colons des environs accourus en foule, pour éteindre le feu, jusqu'à les empêcher dis-je, d'arrêter le progrès des flammes.

Sont-ce des Anglois ? Sont-ce des hommes, qui se repaissent, de sang froid, du spectacle hor-

rible de voir leurs frères, leurs parans, leurs amis mourir d'une mort violente? Sont-ce des hommes qui, sans s'émouvoir, voient périr leurs frères, dans une incendie? Que peut-on faire de plus vigoureux pour soutenir ses Droits, que de couper les branches du Commerce qui fournissent à vivre à une infinité de familles, lorsqu'elles n'ont d'autre ressource pour subsister? Mais pourquoi retracer ici des horreurs que les fastes de l'Histoire transmettront à nos Neveux, & que la Posterité ne croira peut-être pas? Le Blocus du port de Boston, l'incendie de Charles-Taun & celles qui ont suivi cette première, la défense de la Pêche de la Morue sur le Banc de Terre-Neuve & tant d'autres coups de force & de rigueur de la part du Gouvernement Britannique, attestent, que bien loin d'être resté en deça de ses Droits sur les Colonies, il est allé beaucoup au-delà de ceux de l'humanité & qu'il a outragé ceux de la Nature. L'Auteur de la lettre trouve dans tout cela beaucoup de moderation; on doit supposer charitablement que c'est un effet de sa partialité & non de la méchanceté de son cœur: il faut le plaindre. Qu'a donc laissé à faire, le Ministère, de la grande Bretagne pour subjuger les Colonies? Quels sont les moyens qu'il pouvoit employer pour les réduire de force? Ceux qui connoissent la constitution Britannique & qui ont quelque connoissance des circonstances, dans les quelles le Ministère

stère s'est trouvé, ne le *blâmeront pas de ce qu'il a laissé à faire*; car ce qu'il n'a rien négligé & qu'il ne néglige rien pour réduire les Colonies; mais ils le *blâmeront de ce qu'il a fait*, & des partis violents & ruineux qu'il prend, pour entraîner toute la Nation dans une ruine commune. J'accorde à l'Auteur qu'il n'y a que *ceux qui ignorent la Constitution*, qui pourroient les *Blâmer beaucoup, non de ce qu'ils ont fait, mais de ce qu'ils ont laissé de faire*; en supposant pourtant qu'on peut les taxer de négligence. C'est encore ici à mon avis, un petit défaut de raisonnement de la part de notre Politique: qu'on examine avec attention sa proposition, & on verra qu'elle prouve précisément le contraire de ce qu'il veut prouver; par cette raison je n'ai pas cru devoir faire difficulté de l'adopter; car on peut lui accorder, qu'il ne peut y avoir que des hommes qui ignorent la Constitution Britannique, qui puissent porter un jugement favorable en faveur du Ministère; qui puissent même le blâmer, s'ils pensent que le Gouvernement n'a pas agi avec assez de vigueur contre les Colonies; on peut dis-je lui accorder cette étrange proposition, & conclure contre lui, que ceux qui n'ignorent pas la Constitution d'Angleterre, mieux instruits que ceux qui l'ignorent, sont aussi, en état de juger plus sainement de la sagesse, ou de la cruauté du Ministère en vers les Colonies. Un ju-

gement porté sans connoissance de cause, est toujours temeraire, il est ordinairement inique, du moins est-il presque toujours faux. Les Colonies s'embarrassent fort peu d'être condamnées ou absoutes par ceux qui ignorent leur Constitution; c'est au tribunal de la raison que leur cause doit être discutée: des hommes ignorans peuvent-ils siéger à ce tribunal suprême? Ce n'est ni de *faiblesse*, ni de *pusillanimité*, ni de *timidité* qu'un connoisseur taxera la puissante & fière Nation de la grande Bretagne, ou plus tôt l'imperieux Gouvernement Britannique; c'est de temerité, s'il ne réussit pas, qu'on pourroit le taxer: & quel que soit l'événement de l'entreprise, la démarche du Ministère sera toujours jugée oppressive & injuste. Voilà, ce me semble, quel est le jugement qu'on est en droit d'en porter, jusqu'à ce que l'Auteur de la lettre, qui en promet une seconde à son ami sur le même sujet, ait mieux défendu la cause du Ministère Britannique, dans la lettre qui doit paroître, que dans celle que j'examine.

Sans être *Enthousiaste*, ni *esprit Ambidextre* qui *candida in nigrum vertit*, après l'examen des faits rapportés par l'Auteur même, on peut, en les recevant comme de notoriété publique, on peut dis-je les tourner presque tous contre lui. Il y

a de la mal adresse de fournir des verges pour se faire fouéter.

Mr. ***** *passé aux reflexions politiques qu'il a annoncé au commencement de sa lettre.* Je me dispenserai de le suivre plus avant. Comme elles sont la suite des principes qu'il a posés, on comprend qu'elles leur sont annalogues. C'est partout, le même esprit de partialité, le même ton de declamation, & sur tout la même fausseté de jugement. On pourroit dire, avec plus de vérité que lui, *qu'il ne vaut pas la peine qu'on raisonne avec lui*; mais ce ne sont pas les appostrophes indecentes, qui sont les Demonstrations; elles tournent toujours à la honte de celui qui les fait; & ceux à qui elles sont adressées, en sont quittes, en les méprisant. Je ne puis me dispenser avant de finir, de donner une idée de lumières politiques de l'Auteur, en rapportant une seule de ses reflexions.

Après avoir fait l'éloge de notre siècle & payé un tribut de louanges aux Philosophes modernes qui l'ont éclairé, il admire avec raison *l'esprit d'humanité de tolérance & de moderation qui a pénétré avec succès jusques dans l'interieur des Cabinets des Princes* (1). J'observerai, en passant,

(1) Lettre de Mr. ***** p. 14.

sant, qu'il est déplorable pour les Américains, que cet esprit vivifiant n'ait peu encore forcé les portes du Cabinet du Gouvernement Britannique, malgré les efforts qu'il fait pour y entrer. Se seroit-on attendu que ce fut en Angleterre, qu'il dût éprouver la plus forte & la plus opiniâtre résistance? Mais ce à quoi on ne devoit pas s'attendre, c'est qu'il y eût un homme sur la terre, qui dit dans le même ouvrage dans lequel il plaide la cause de l'oppressé contre l'opprimé, *qu'un Prince, qu'un Etat, ou qu'un Souverain quelconque ne sont puissants qu'autant que leurs sujets sont heureux, libres & aisés; que le grand nombre ne doit pas être sacrifié à quelques particuliers; que l'égalité & la liberté politique & civile sont un Droit de la Nature &c. (1).* Si l'égalité & la liberté politique & civile sont un Droit de la Nature, at-on bonne grace d'accuser de rébellion, de cruauté, de brigandage & de trahison, des Colons qui n'agissent que pour soutenir ce Droit de la Nature Commun à tous les hommes; Droit qui devient particulier aux Américains, par le soin qu'ils avoient pris de le mettre hors de toute insulte, par leur propre constitution. Cette inconcequence me paroît frappante.

II

(1) Lettre p. 14.

Il ne me paroît pas moins absurde de vouloir, comme l'Auteur le pretend, rendre responsables les Americains & leurs partisans de tous les malheurs que leur resistance aux volontés de la Mere-patrie, va attirer sur le genre-humain. La peinture de ces Calamités futures, est des plus vives & des plus expressives. Jamais Prophete n'a montré son cœur déchiré avec plus de force & de pathetique que l'Auteur ; perçant dans l'avenir, il employe trois pages de son petit livre, pour demontrer que les Colonies Angloises, par leur revolte, vont faire tennir en garde les autres puissances contre leurs propres Colonies ; que le Despotisme reprendra une nouvelle force & une nouvelle vigueur dans les Etats où il paroissoit s'être endormi ; & que *la Tyrannie avec la foule des maux qui en resultent, se retablira sur les debris des fondements de la juste liberté* (1).

„ Voilà Messieurs les Colonistes, ou plustôt les
 „ deffenseurs de leur-mauvaise cause, à quoi vous
 „ exposez vôtre siecle & la posterité. Oui la
 „ posterité : vous assassinez par vos sophis-
 „ mes les races futures : vous étouffez dans les
 „ cœurs des Princes, autant que cella depend de
 „ vous, le germe de la vertu, de la modera-
 „ tion

(1) Lettre p. 15.

existence & de l'humanité ; & comme le plus fort
 subjuguera toujours le plus foible, le nom-
 bre de vos victimes, sera infini. " Heureu-
 sement pour la posterité, cette Prophetie n'est
 qu'un rêve sinistre, qu'une menace sans fonde-
 ment. Quoiqu'il en soit : qu'elle s'accomplisse,
 ou non, le genre humain sera assez équitable
 pour ne pas en rejeter le malheur sur les Ame-
 ricains : s'ils donnent l'exemple d'une résistance
 vertueuse, c'est aux autres Nations à en profi-
 ter ; & si elles en profitent, le Despotisme &
 la Tyrannie succomberont toujours dans leurs
 cruelles entreprises.

En proposant aux autres peuples, l'exemple des
 Américains, comme un exemple de vertu, je ne
 pretends pas leur mettre les armes à la main con-
 tre leurs legitimes Souverains. J'ai trop de re-
 spect pour les Puissances de la terre, pour souf-
 fler le feu de la revolte, & j'aime trop les hom-
 mes, pour les porter à se rendre coupables &
 malheureux. Je ne confonds pas les constitu-
 tions des differends Etats ; je distingue celle des
 Anglois, & je pense avec tout le monde, que
 les Américains ne cherchent qu'à profiter, ou
 plutôt qu'à se maintenir dans les Droits qu'elle
 leur donne. Ce que j'appelle vertu chez eux,
 je l'appellerois crime, revolte dans les autres Co-
 lonies, si leurs Souverains n'exigeoient que ce
 qu'ils

qu'ils font en Droit d'exiger par la constitution de l'Etat. En Espagne, en France & dans quelques autres Etats de l'Europe, le Droit de taxer appartient au Gouvernement, le peuple n'a que le parti de l'obéissance; en Angleterre, ce Droit dangereux, mais nécessaire, appartient au Peuple qui se l'a prudemment réservé: ainsi conclure de la justice de l'opposition des Américains aux taxes, la justice de l'opposition des autres Nations, aux taxes que les Gouvernemens leur imposent, ce seroit confondre les Constitutions de tous les Etats. Les Colons Espagnols, les Portugais, les François, &c, n'ignorent pas les Droits de leurs Souverains respectifs sur eux, ils savent qu'en quittant l'Europe, leur condition par rapport à leur liberté civile, n'en est pas devenue meilleure, ils savent que si on leur a accordé quelque privilège, celui qui l'a donné peut le reprendre, ils savent enfin, qu'ils n'ont que le Droit de représentation, & que toute démarche de force & de vigueur contre le Souverain, seroit un pas vers la révolte; ils le savent & se conduisent en conséquence. *A peine y a-t-il eu des exemples sérieux d'une révolte dans les Colonies Espagnoles, qui depuis près de trois siècles, occupent des vastes Royaumes en Amérique (1).* C'est notre Auteur qui

(1) Lettre p. 16.

qui parle. Quelle apparence y a-t-il donc que l'Espagne quite les anciennes Maximes par lesquelles elle a gouverné ses immenses possessions en Amerique? Elle a étouffé dans leur naissance les petites convulsions qui agitoient de tems en tems ses Colonies, en continuant donc d'abaisser, comme Tarquin, les Pavots qui s'éleveroient trop dans les parterres, elle peut se promettre de tenir les Colons dans une parfaite dependance. L'expérience constante de trois siècles, ou environ, doit suffire à cette Puissance, pour la rassurer sur l'obéissance de ses Colons Americains.

On ne devient pas, de gayeté de cœur, cruel, oppresseur & injuste: les Tyrans les plus décidés ont toujours un pretexte quelconque, pour fouler aux pieds les Droits sacrés de la Nature. Quel que soit l'événement de la revolution des Colonies Angloises, il ne peut jamais être, pour l'Espagne, un motif, même specieux, d'aggraver le joug de ses Colons. Si les Anglois triomphent & qu'ils mettent à la chaîne leurs Colons, les Espagnols Americains ne pourroient pas esperer d'être plus heureux que leurs voisins, dans un soulèvement général contre leur Souverain. Le Triomphe du Gouvernement Anglois sur les Colonies, assurera pour toujours, celui de la Monarchie Espagnolle sur ses sujets Americains. Sans qu'il soit besoin de renforcer leur chaîne, les Espagnols Americains porteront tranquillement

ment celle qu'ils portent depuis la découverte de l'Amerique & depuis leur établissement dans le nouveau Monde. En un mot le malheur des Colons de l'Amerique Septentrionale sera pour les Colons des autres Nations, une leçon importante de soumission & d'obéissance. Si au contraire le Gouvernement Anglois échoüe, & si pour avoir voulu outre-passer les bornes de son pouvoir en Amerique, il perd pour toujours les Colonies, si par ses prétentions chimeriques & oppressives, il voit, sans pouvoir l'empêcher, s'établir une nouvelle République, aussi independante de l'Angleterre, que de tous les autres Etats du monde, si enfin le Parlement Britannique, pretendant mal à propos agir au nom de la Mere-patrie, force par des vexations inouïes, les Americains à se separer, sans retour, de l'Angleterre, l'Espagne & tous les autres Etats intéressés en cause, verront bien, qu'il est très dangereux de pousser à bout des sujets fidelles; que le parti de la moderation est toujours le plus sur pour les conserver; que l'homme quel qu'il soit, est endurant à un certain point, mais qu'enfin foulé, opprimé, meprisé, avili, avec trop de cruauté & d'affectation, il ne prend plus conseil que de son desespoir, que la mort la plus cruelle, les tourments les plus longs & les plus intollerables, ne lui paroissent rien, en comparaison de l'opprobre

bre de l'esclavage ; si l'on ne veut pas couvrir de fleurs les fers qu'on donne à l'homme , du moins qu'on trouve le moyen de diminuer en apparence de leur poids ; si on leur laisse toute leur pesanteur , ils deviennent insupportables & réduisent l'Esclave à la nécessité de faire ses derniers efforts pour les rompre , au peril même de sa vie. Si enfin les Colons Espagnols voyoient sans d'autre raison ; que celle de la prévoyance , leur Souverain raffermir leur chaîne , & rendre leur sort plus malheureux , ne pourroient-ils pas s'adresser aux Colons Anglois , & leur demander du secours , pour s'affranchir à leur tour d'un esclavage qu'ils n'auroient pas mérité ? Et s'ils s'y adressoient , peut on croire que ce seroit en vain ? L'anglois naturellement généreux , mais sur-tout ennemi naturel de l'esclavage , ne voleroit-il pas au secours des Espagnols cruellement traités par leur Souverain ; quand on aime la liberté , on aime ceux qui font des efforts pour en jouir , en admire leur vertu , on desire , ardemment qu'elle soit couronnée , & quand on le peut , on se prête avec plaisir , à contribuer à son triomphe. Il est si naturel de faire éprouver aux autres tout le bonheur que l'on goûte soi-même dans l'état de liberté. Enfin en supposant que les Colons triomphent du Gouvernement Anglois , l'Espagne loin de se precautionner contre les Colonies par des actes d'une nouvelle rigueur , doit au contraire

traire les engager à rester dans la dépendence, par des nouveaux menagements.

D'ailleurs l'Espagne n'a peut-être pas oublié que les Hollandois, autres fois ses sujets, ne doivent leur Liberté, qu'aux oppressions de Philippe II. & aux injustes exactions des Ministres cruels de ce Prince. L'Etablissement de l'inquisition, & le goût pour les Dogmes de la Réforme, furent moins le motif & la cause de la révolution, que les édits burseaux qui se multiplioient, & qui tendoient tous à dépouiller les Hollandois de leur propriété & de leurs biens; des qu'on s'en prit à leur fortune, ils résolurent de tout risquer pour la deffendre. Cet exemple qu'on ne peut jamais oublier, doit apprendre à l'Espagne & à tous les Souverains, que le moyen infallible de perdre tôt ou tard les sujets, c'est de s'en prendre indiscrettement à leur bien. S'ils le souffrent, c'est qu'ils ne peuvent pas faire autrement; mais enfin l'occasion se presente, la Nature reclame ses Droits, l'homme se revolte, il expose sa vie pour conserver des biens, sans les quels elle lui devient à charge & insupportable. C'est le Cas des Americains; ce sera celui de tous les hommes, quand leurs Souverains dégraderont & outrageront sans pudeur, la nature humaine, par des injustices atroces.

L'Exem-

L'Exemple des Americains Anglois pourroit être funeste aux autres Colons; ceux-ci pourroient embitionner de devenir libres comme les autres, ils pourroient chercher à secoüer le joug des puissances dont ils sont les sujets, ils pourroient en un mot tenter de delivrer l'Amerique de la domination Européenne; mais s'ils étoient assez fols pour oublier, ou pour mépriser ce qu'ils doivent à leurs Souverains, & qu'ils fussent assez malheureux pour que leur tentative échouât à cet égard, les Colons Anglois ne seroit nullement responsables du sang qui seroit rependu dans une revolution, à la quelle on ne doit pas s'attendre encore. Je le répète; les Anglois Americains sont libres par leur propre constitution, ils ne veulent pas se laisser ravir cette precieuse liberté; ils veulent la deffendre, ou périr avec elle; leur deffense est donc juste, & leur resistence est vertu. Les autres Colons n'ont peut-être qu'une ombre de liberté, du moins ne sont-ils pas libres comme les Colons Anglois le sont, leur contrat social avec leurs differents Souverains, differe en entier du contrat Social des Anglois: rien ne sauroit les excuser, si cherchant à le rompre, ils rendoient plus pesants les fers de la servitude dans les quels ils vivent depuis tant de siecles. De quel côté donc, qu'on envisage la conduite des Colons Anglois vis à vis de la Mere-patrie, on ne peut
la

la condamner avec justice, par les suites malheureuses qu'elle pourroit avoir pour les autres Colonies. Vouloir en rendre responsable les Colonies Angloises, c'est comme l'Auteur dit lui-même, tomber dans le manie *des Enthousastes, ou de ces esprits ambidextres, qui candida in nigrum vertunt*. Les allarmes de l'Auteur de la lettre, au sujet de *la posterité assassinée* d'avance, par l'exemple contagieux des Colons Anglois, ces allarmes sont vaines & puerilles, & sa reflexion politique à ce sujet, n'a pas même l'apparence de solidité. *Avec une Logique aussi absurde*, on pourroit rendre responsables des malheurs du genre-humain, tous ceux qui cherchent à l'éclairer, à le retablir dans ces Droits primitifs, & enfin à le delivrer de l'état d'avilissement dans le quel il croupit depuis si longtems.

Le triomphe de l'Amerique septentrionale, fera le triomphe de la Nature. Puissent un jour, les Naturels du pays en se civilisant, le rendre complet.